



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Acheminement et fourniture de gaz naturel et d'électricité

Date et heure limites de réception des offres :

Mardi 25 février 2025 à 12 h 00 min 00 sec

Groupement de commandes dont le coordonnateur est :
MORBIHAN ENERGIES
(syndicat départemental d'énergies du Morbihan)
27 rue de Luscanen
CS 32610
56 010 Vannes Cedex
tel : 02 97 62 07 50
mail : contact@morbihan-energies.fr
site internet : www.morbihan-energies.fr
profil d'acheteur : <https://www.megalisbretagne.bzh/>

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature	4
2 - Conditions de la consultation.....	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Variantes	4
2.4 - Développement durable	5
3 - Conditions relatives au contrat	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	5
4 - Contenu du dossier de consultation	5
5 - Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Documents à produire	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	9
6.1 - Transmission électronique.....	9
6.2 - Transmission sous support papier.....	10
7 - Examen des candidatures et des offres	10
7.1 - Sélection des candidatures	10
7.2 - Attribution des accords-cadres	10
7.3 - Suite à donner à la consultation	11
8 - Renseignements complémentaires	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	12
8.2 - Procédures de recours	12
8.3 – Echanges d'informations et de données entre administrations	12
8.4 – Protection des données à caractère personnel	13

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

Cette consultation concerne l'acheminement et la fourniture de gaz naturel et d'électricité pour les besoins propres de chaque membre du groupement de commandes, incluant les prestations ci-dessous :

- la fourniture complète en électricité et en gaz naturel des points de livraison des membres du groupement ;
- toutes prestations définies au CCP et tous services associés à la fourniture d'électricité et de gaz ;
- l'accès aux réseaux publics de transport et de distribution et leurs utilisations (dans le cadre d'un contrat unique) ;
- les prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD) rassemblées dans les catalogues de prestations de chaque GRD.

Les titulaires de l'accord-cadre et des marchés subséquents exécutent l'ensemble des prestations conformément aux dispositions du CCP et des autres pièces constituant l'ensemble contractuel défini à l'article 2.3.1 du CCP.

Cette consultation s'effectue dans le cadre d'un **groupement de commandes** conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes listés dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement à l'accord-cadre.

Qui est le coordonnateur du groupement de commandes ?

Le coordonnateur du groupement de commandes est : Morbihan Energies. Il aura en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre devra suivre l'exécution de l'accord-cadre.

Basé à Vannes, le syndicat mixte fermé, **Morbihan Énergies**, organise et contrôle, depuis 1965, la distribution d'électricité pour l'ensemble des 249 communes du département. 12 intercommunalités à fiscalité propre adhèrent également à Morbihan Energies. Autorité concédante, il est propriétaire des 23 000 km de lignes électriques (HTA/BT) et des 14 000 postes de transformation HTA/BT du Morbihan. Au-delà de ses compétences historiques (réseaux électriques, éclairage public, ...), il est devenu, au fil des années, un acteur clé des transitions énergétiques (production d'énergies renouvelables, maîtrise de la demande, mobilités décarbonées, flexibilités) et numériques (open data, plan de corps de rue simplifiée, RGPD, SIG mutualisé). **Territoire à énergie positive pour la croissance verte** depuis 2015, le syndicat a atteint le niveau 5 de « **Territoire numérique libre** ». Morbihan Energies est, depuis septembre 2019, lauréat de l'appel à projets national « Territoires d'innovation ». Morbihan Energies adhère depuis décembre 2021 à la **Charte Relations Fournisseurs et Achats Responsables**.

Lieux d'exécution :

Les lieux d'exécution des prestations d'acheminement et de fourniture d'électricité et de gaz sont les adresses des points de livraison des membres du groupement.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique

Chaque lot sera attribué à un maximum de 8 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lots	Désignation
01	Acheminement et fourniture de gaz naturel
02	Acheminement et fourniture d'électricité pour les points de livraison relevant des segments C2 et C3
03	Acheminement et fourniture d'électricité pour les points de livraison relevant des segments C4 et C5

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre à marchés subséquents.

Vous pouvez présenter des offres pour tous les lots, dès lors que vous êtes en mesure d'exécuter le lot ou les lots auxquels vous soumissionnez. Les candidats feront une offre de prix distincte pour chaque lot qu'ils souhaitent se voir attribuer.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
09123000-7	Gaz naturel
09310000-5	Électricité

Lot(s)	Code principal	Description
01	09123000-7	Gaz naturel
02	09310000-5	Électricité
03	09310000-5	Électricité

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres au stade de l'accord-cadre est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

L'Acheteur public ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée au stade de l'accord-cadre.

Au stade de chaque marché subséquent, le pouvoir adjudicateur se réserve le cas échéant, la possibilité d'exiger des variantes qui porteront sur la durée du marché subséquent et/ou la typologie de prix de fourniture.

Quel que soit la typologie de prix, le pouvoir adjudicateur pourra recourir, au stade des marchés subséquents, à des mécanismes d'optimisation et de gestion continue du prix.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Vous devrez mettre en œuvre tous les moyens dont vous disposez pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée au CCP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : le paiement est assuré directement sur fonds propres du budget de chaque membre du groupement de commandes pour les prestations le concernant. Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre, seront payées dans un délai global déterminé en fonction des règles applicables à chaque membre, à compter de la date de réception des factures et de l'ensemble des pièces exigées par cet accord-cadre et les marchés subséquents.

Les personnes publiques sont soumises à l'application des articles L.2192-10 à L.2192-15 et R.2192-10 à R.2192-37 du code de la commande publique. Le délai global de paiement qui leur est applicable est :

- Pour les Etablissements publics de santé 50 jours
- Pour l'Etat et ses établissements publics 30 jours
- Pour les collectivités territoriales et les établissements publics locaux 30 jours

Pour les membres relevant de la comptabilité privée, les dispositions du code de commerce s'appliquent.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

01 - Le règlement de la consultation (RC) et les annexes suivantes :

- | | |
|----------|---|
| Annexe 1 | Le cadre de réponse des candidats à l'accord-cadre (mémoire technique) |
| Annexe 2 | Le cadre de bordereau des prix unitaires et de détail quantitatif estimatif de l'accord-cadre (un fichier xls. pour chaque lot) |
| Annexe 3 | Périmètre indicatif des PCE et leurs caractéristiques (lot n°1) |
| Annexe 4 | Périmètre indicatif des PDL et leurs caractéristiques (lots n°2 et 3) |

02 - L'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre et son annexe : liste des membres.

03 - Le cahier des clauses particulières (CCP) et les annexes suivantes :

A - Pour le lot 1

- | | |
|------------|---|
| Annexe 1 | Modèle 1 : demande de position ferme en clôture
Modèle 2 : demande de prise de position en OTC |
| Annexe 2.a | Contenu de la facture groupée |
| Annexe 2.b | Contenu de la facture détaillée |
| Annexe 3 | Modèles d'ordres de service :
Modèle 1 : modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison
Modèle 2 : modèle d'ordre de service pour le rattachement en masse de points de livraison
Modèle 3 : modèle d'ordre de service pour le détachement d'un point de livraison
Modèle 4 : modèle d'ordre de service pour le détachement en masse de points de livraison
Modèle 5 : modèle d'ordre de service pour le changement d'une option tarifaire
Modèle 6 : modèle d'ordre de service pour le changement de bénéficiaire du contrat de fourniture |

B - Pour les lots 2 et 3

Annexe 1	Modèle 1 : demande de position ferme en clôture Modèle 2 : demande de prise de position en OTC
Annexe 2.a	Contenu de la facture groupée
Annexe 2.b	Contenu de la facture détaillée
Annexe 3	Modèles d'ordres de service : Modèle 1 : modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison Modèle 2 : modèle d'ordre de service pour le rattachement en masse de points de livraison Modèle 3 : modèle d'ordre de service pour le détachement d'un point de livraison Modèle 4 : modèle d'ordre de service pour le détachement en masse de points de livraison Modèle 4 : modèle d'ordre de service pour un branchement provisoire (lot 3) Modèle 5 : modèle d'ordre de service pour le changement d'une option tarifaire Modèle 6 : modèle d'ordre de service pour le changement de bénéficiaire du contrat de fourniture

Vous pouvez y accéder gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Clause d'autorisation expresse pour le recueil des données de consommations auprès des gestionnaires de réseaux :

Conformément aux dispositions des articles L.111-73 et suivants et L.111-77 et suivants du code de l'énergie, le coordonnateur et chaque membre du groupement autorisent les fournisseurs d'énergies soumissionnaires, à demander et à recevoir communication auprès des gestionnaires de réseaux de distribution, des données techniques et contractuelles associées aux points de livraison figurant en annexes 3 et 4 du règlement de consultation. Cette autorisation est valable à compter de la date de lancement de la présente consultation et jusqu'à la date limite de remise des offres figurant en page de garde du règlement de consultation de l'accord-cadre.

Au stade de la mise en concurrence relative à la passation des marchés subséquent, s'appliquera la clause suivante d'autorisation expresse pour le recueil des données de consommations auprès des gestionnaires de réseaux :

« Conformément aux dispositions des articles L.111-73 et suivants et L.111-77 et suivants du code de l'énergie, le coordonnateur et chaque membre du groupement autorisent les fournisseurs d'énergies titulaires de l'accord-cadre, à demander et à recevoir communication auprès des gestionnaires de réseaux de distribution, des données techniques et contractuelles associées aux points de livraison figurant en annexe de l'acte d'engagement du marché subséquent. Cette autorisation est valable à compter de la date de publication de la lettre de consultation et jusqu'à la date limite de remise des offres ».

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Précision :

Les documents suivants ne sont pas communiqués dans le dossier de consultation. Ils sont cependant réputés connus des candidats :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux fournitures courantes et services (2021)
- Le Code de la commande publique.

Conseil aux candidats : le téléchargement des documents de consultation est libre. Cependant, vous êtes invité à renseigner **le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique correspondante et une adresse électronique valide** permettant de façon certaine une correspondance électronique. De cette façon, vous pourrez bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, notamment les éventuelles précisions ou report de délais.

Vous ne pourrez porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique ou en cas de téléchargement anonyme.

Communication des informations par voie électronique :

Morbihan Energies utilise son profil d'acheteur (via la plateforme <https://marches.megalis.bretagne.bzh>) pour communiquer par écrit avec les candidats (envoi des réponses aux questions, informations sur les éventuelles modifications du DCE, éventuelles demandes de complément des candidatures, etc...).

Des courriels contenant un lien de téléchargement permettant à chaque candidat d'accuser réception et d'accéder au contenu de ces messages seront adressés aux candidats en provenance de l'adresse de messagerie MPE - Megalis Bretagne : nepasrepondre@megalisbretagne.bzh

Vous êtes donc invités à :

- vous assurer que la configuration de votre boîte de messagerie courriel permet de recevoir ce type de message ;
- vérifier que ces courriels ne figurent pas dans votre dossier "indésirable" ou "spam" ;
- accuser réception de chacun de ces envois en cliquant sur le lien de téléchargement contenu dans le courriel.

Morbihan Energies se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Avertissement : Vous devez signaler à Morbihan Energies, toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans l'un des documents précités ou entre des documents constituant le présent DCE.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Morbihan Energies applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, vous n'êtes pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Votre offre sera entièrement rédigée en langue française et exprimée en EURO.

Si votre offre est rédigée dans une autre langue, elle doit être accompagnée d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans votre offre.

5.1 - Documents à produire

Vous devez produire **un dossier complet** comprenant les pièces suivantes :

A - Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

1 - Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

2 - Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

3 - Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

4 - Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Pour le lot 1, copie de l'autorisation de fourniture de gaz conformément à l'article L.443-1 du code de l'énergie	Non
Pour les lots 2 et 3, copie de l'autorisation d'exercer l'activité d'achat d'électricité pour revente aux clients finals ou aux gestionnaires de réseaux pour leurs pertes prévue à l'article L. 333-1 du code de l'énergie	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter votre candidature, vous devez utiliser soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME) version électronique. Le Service DUME est un service dématérialisé qui, à l'instar des formulaires DC1, DC2 et DC4 permet aux opérateurs économiques de prouver de manière simple et conformément au droit en vigueur qu'ils remplissent les critères de sélection et n'entrent pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner. Ce service est, notamment, disponible sur la salle des marchés de Morbihan Energies lors de la réponse à la consultation.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels vous vous appuyez pour présenter votre candidature, vous produirez les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui vous sont exigés par Morbihan Energies. En outre, pour justifier que vous disposez des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, vous produirez un engagement écrit de l'opérateur économique.

B - Pièces de l'offre :

Libellés	Signature obligatoire
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dûment complétés. La signature de l'acte d'engagement n'est pas obligatoire au moment du dépôt de l'offre et ne sera exigée que des candidats retenus afin de formaliser le contrat conclu. Toutefois, le dépôt d'une offre engage le candidat à exécuter le contrat selon les prescriptions prévues aux pièces contractuelles dès lors que le contrat lui est notifié. L'absence de signature de l'acte d'engagement au stade de la consultation ne soustrait pas le titulaire à son obligation d'exécuter le marché ou l'accord-cadre.	Non

Libellés	Signature obligatoire
<p>Le mémoire technique complété selon le cadre de réponse (annexe 1 de ce règlement de la consultation).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le mémoire technique expose la manière dont les candidats exécutent l'ensemble de leurs prestations conformément aux dispositions du CCP. Il constitue une pièce contractuelle dans les conditions prévues à l'article 2.1 du CCP et, à ce titre, engage les titulaires de l'accord-cadre. - La structuration de ce mémoire technique est indiquée à l'annexe 1 du présent règlement de la consultation (Cadre de réponse) dont les candidats doivent respecter l'ordre et la numérotation des différentes rubriques. - Les différents documents contenus ou annexés au mémoire technique doivent être lisibles (notamment, les exemples de feuillets de gestion annuels, les factures au format A4...). <p>Pour illustrer la description des fonctionnalités de son outil de suivi en ligne, le candidat fournit des captures d'écran et, si possible, un lien URL permettant de tester son outil.</p>	Non
<p>Le bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre et le détail quantitatif associé complétés selon le cadre de réponse (Annexe 2 du règlement de consultation).</p> <p><u>Important :</u> Au stade de l'accord-cadre, la prise en compte de la valeur économique de l'offre vise à tenir compte des obligations imposées par les dispositions de l'article R.2152-7 du Code de la commande publique. Les prix définitifs applicables lors de l'exécution des marchés subséquents seront déterminés par les titulaires de l'accord-cadre au stade de la consultation des marchés subséquents.</p>	Non

L'absence d'une ou plusieurs de ces pièces de l'offre ou le non-respect des règles de présentation du mémoire technique entraînera in fine le rejet de l'offre du candidat.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La remise des candidatures et des offres par voie électronique est obligatoire.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+ 01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

MORBIHAN ENERGIES

27 rue de Luscanen

CS32610

56010 VANNES CEDEX

La copie de sauvegarde peut également être transmise par voie dématérialisée, à l'adresse suivante : juridique@morbihan-energies.fr

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à votre charge.

L'heure précise (coupure à la seconde) et la date limite de réception des plis ne peuvent faire l'objet d'aucune exception quelle qu'elle soit. Morbihan Energies vous encourage donc fortement :

- A tester vos connexions bien avant l'heure limite de télétransmission (un outil est disponible sur la plateforme Mégalis Bretagne pour ce faire)
- A anticiper toutes difficultés ou aléas techniques de votre environnement informatique susceptible de remettre en cause le dépôt en temps et en heure des offres sur la plate-forme
- En cas d'envois multiples, à bien vérifier que le dernier envoi comporte toutes les pièces demandées au présent règlement de la consultation
- A contacter le support technique de la plate-forme pour toutes questions et/ou problèmes rencontrés (le N° d'accès est : 02 23 48 04 54). Attention, le support ne garantit pas la résolution des problèmes moins d'1 heure avant la date limite de soumission des plis. ATTENTION : cette assistance ne couvre que l'utilisation de la plateforme et non celle nécessaire à la soumission des plis (accès à Internet, poste de travail du candidat, antivirus, outil de signature, applet-java, pare-feu ...).

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 4 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Seront recevables, les candidatures présentant des garanties juridiques, professionnelles, techniques et financières suffisantes.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Votre attention est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Ressources et capacité organisationnelle à répondre au besoin de l'Acheteur public	95.0 %
1.1-Qualité et pertinence de la gestion de la bascule et de la mise en œuvre du marché	15.0 %
1.2-Qualité et pertinence de la gestion des données de consommation et de facturation	20.0 %
1.3-Qualité et pertinence des services de facturation	15.0 %
1.4- Performance et qualité de la relation clientèle	15.0 %
1.5-Qualité et pertinence du service d'optimisation des coûts liés au tarif d'utilisation des réseaux de distribution	10.0 %
1.6-Qualité et pertinence de la gestion des rattachements et détachements de points de livraison	5.0 %
1.7-Qualité et pertinence de l'organisation du candidat pour l'accompagnement du coordonnateur sur les opérations de couverture par prise de position	15.0 %
1.8 - Qualité et pertinence de la couverture des risques du marché	5.0 %
2-Prix des prestations	5.0 %

Important : Au stade de l'accord-cadre, la prise en compte de la valeur économique de l'offre (Critère 2-Prix des prestations) vise à tenir compte des obligations imposées par les dispositions de l'article R.2152-7 du Code de la commande publique. Les prix définitifs applicables lors de l'exécution des marchés subséquents seront déterminés par les titulaires de l'accord-cadre au stade de la consultation des marchés subséquents.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Le ou les candidats attributaires d'un accord-cadre seront donc retenus à titre provisoire en attendant la production :

- du formulaire « Acte d'engagement » signé (***si la signature n'a pas été apposée au moment du dépôt de l'offre***)
- des certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, qui seront à nouveau demandés lors de l'attribution d'un marché subséquent.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, vous transmettez impérativement votre demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur de Morbihan Energies, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.megalisbretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard **le mercredi 12 février 2025 avant 12h00**.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 8 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes
3 Contour de la Motte
35044 RENNES CEDEX CS 44416
Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffe du Tribunal Administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte
35044 RENNES CEDEX CS 44416
Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

Règlement alternatif des différends :

- En cas de différend concernant l'exécution du Contrat, l'Acheteur public et l'Entrepreneur peuvent recourir au **comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Nantes**. https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/ccra/contacts/comite_local_nantes.pdf

Ce comité local a pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue de proposer une solution amiable et équitable aux différends relatifs à l'exécution des marchés.

- En cas de conflit dans l'application d'une clause du Contrat ou son déroulement, l'Entrepreneur peut également saisir le Médiateur des entreprises.

8.3 – Echanges d'informations et de données entre administrations

L'attention des candidat est appelé sur le fait que conformément aux article L.114-8 et L.114-9 du code des relations entre le public et l'administration et au décret n° 2019-31 du 18 janvier 2019 relatif aux échanges d'informations et de données entre administrations dans le cadre des démarches administratives et à l'expérimentation prévue par l'article 40 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance, le pouvoir adjudicateur pourra recourir au dispositif d'échanges d'information et de données entre administrations pour ce qui concerne l'examen des dossiers de candidature. Le pouvoir adjudicateur pourra ainsi se procurer directement auprès d'autres administrations françaises (notamment la

direction générale des finances publiques, les organismes mentionnés au premier alinéa de l'article L. 133-5 du code de la sécurité sociale et à la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère en charge du travail ; l'INSEE ; l'INPI ; l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés ; les organismes publics chargés de la délivrance ou de la reconnaissance des titres et qualifications professionnelles) les informations ou données qui lui sont accessibles légalement (identité de l'entreprise ou de l'organisme à but non lucratif ; situation fiscale et sociale de l'entreprise ou de l'organisme à but non lucratif ; accréditations ou agréments ; régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail ; protection liée aux marques, brevets, dessins et modèles déposés ; diplômes, titres et qualifications professionnelles). La personne concernée dispose du droit de demander au responsable du traitement l'accès aux données à caractère personnel, la rectification ou l'effacement de celles-ci, ou une limitation du traitement relatif à la personne concernée.

Lorsqu'en raison de leur nature ou d'une impossibilité technique, les informations ou données nécessaires pour examiner une candidature ne peuvent être obtenues directement par le pouvoir adjudicateur auprès d'une autre dans les conditions prévues aux articles L. 114-8 ou L. 114-9 précité, l'administration demandera au candidat de les lui communiquer.

8.4 – Protection des données à caractère personnel

Les informations recueillies dans le dossier de candidature et d'offre de chaque candidat constituent un traitement de données à caractère personnel.

Les co-responsables de traitement de ces données à caractère personnel sont :

- Morbihan Energies, 27 rue de Luscanen - CS 32610 - 56 010 Vannes Cedex. Mail : contact@morbihan-energies.fr
- Et chaque membre du groupement de commandes (annexe n°1 à l'acte d'engagement).

Le représentant de chaque responsable de traitement de ces données à caractère personnel est son représentant légal.

Ce traitement de données à caractère personnel repose sur la base de l'article 6 (1) f du règlement européen 2016/679 (règlement général sur la protection des données - RGPD) : la mise en œuvre du traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par Morbihan Energies (mise à disposition des bénéficiaires (les membres du groupement de commandes conformément à l'annexe n°1 de l'acte d'engagement), élus et personnels de Morbihan Energies des fournitures et services nécessaires à leur activité).

L'exigence de collecte de ces données personnelles a un caractère réglementaire et conditionne la conclusion de l'accord-cadre.

Les finalités des traitements de ces données à caractère personnel sont la conclusion de cet accord-cadre.

Les catégories de personnes concernées sont les représentants et personnel nommés dans le dossier de candidature et d'offre du candidat.

Ces données à caractère personnel sont destinées exclusivement aux élus, dirigeants et personnels de Morbihan Energies (coordonnateur du groupement de commandes) et des autres membres du groupement de commandes qui, dans le cadre de leurs fonctions, prennent part à la gestion des procédures de marchés et accords-cadres publics, ainsi qu'aux comptables publics et aux organismes de contrôle (chambres régionales des comptes, magistrats, etc.).

Ces données à caractère personnel sont conservées 5 ans pour les dossiers non retenus et pendant 10 ans pour les dossiers retenus.

La personne concernée dispose du droit de demander au responsable du traitement l'accès aux données à caractère personnel, la rectification ou l'effacement de celles-ci, ou une limitation du traitement relatif à la personne concernée.

La personne concernée a le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Conformément au règlement général sur la protection des données personnelles, elle peut exercer ses droits en matière de données personnelles en contactant le délégué à la protection des données personnelles de Morbihan Energies : Morbihan Energies, 27 rue de Luscanen - CS 32610 - 56 010 Vannes Cedex. Mail : rgpd@morbihan-energies.fr